



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} décembre 2023
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-dix-huitième session
Point 36 de l'ordre du jour
La situation en Afghanistan

Conseil de sécurité
Soixante-dix-huitième année

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 68/11 de l'Assemblée générale et de la résolution 2678 (2023) du Conseil de sécurité, dans lesquelles le Secrétaire général a été prié de faire rapport tous les trois mois sur la situation en Afghanistan et l'exécution du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), y compris au niveau infranational.

2. Dans son rapport, le Secrétaire général fait le point sur les activités menées par les organismes des Nations Unies en Afghanistan sur le plan politique ainsi que dans les domaines de l'action humanitaire et des droits humains depuis la publication du précédent rapport, daté du 18 septembre 2023 (A/78/361-S/2023/678).

II. Faits pertinents

3. Au seuil de leur troisième année au pouvoir, les autorités de facto ont consolidé leur administration dans les domaines politique, sécuritaire et économique et ont géré les dissensions internes sur des questions de gouvernance de premier plan ainsi que les griefs exprimés par la population. Même si elles sont restées sourdes aux appels en faveur d'une plus grande inclusivité, elles ont multiplié les efforts de communication auprès de la population, notamment le chef des Taliban, Haibatullah Akhundzada. Les droits des femmes sont restés limités dans toutes les sphères de la vie publique, sans que les autorités de facto ne modifient leurs politiques en matière d'éducation et d'emploi des femmes, y compris les restrictions sévères imposées au personnel féminin afghan travaillant pour les organismes des Nations Unies. La MANUA a continué de recevoir des allégations crédibles de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits, qu'elle a continué de vérifier, de signaler et de soulever auprès des autorités de facto. Les atteintes à la sécurité liées à l'opposition armée et aux attaques perpétrées par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan



(EUIL-K) se sont poursuivies. Le pays a continué de faire face à des besoins humanitaires sans précédent, plus des deux tiers de sa population ayant besoin d'aide, dans un contexte de pénurie de fonds considérable, exacerbée par les récents séismes de magnitude élevée dans la partie ouest du pays, le retour forcé en grand nombre d'Afghans sans papiers depuis le Pakistan et des perspectives économiques incertaines, caractérisées par un risque important de ralentissement de l'activité.

A. Évolution de la situation politique

4. Au cours de la période considérée, la direction des Taliban a intensifié ses activités de communication de haut niveau auprès d'un plus grand nombre de groupes, en mettant l'accent sur la promotion de l'unité et la réduction du fossé entre les autorités de facto et la population. Les déplacements que le chef des Taliban aurait effectués dans la province d'Orozgan le 14 septembre et dans la province de Nimroz le 21 septembre, ont marqué une rupture avec les habitudes du dirigeant, qui ne quitte que rarement son domicile de Kandahar. Il se serait également rendu dans deux hôpitaux de la province de Kandahar les 19 et 29 septembre.

5. Au cours de la période considérée, le Vice-Premier Ministre de facto, Abdul Salam Hanafi, a poursuivi la conduite de réunions de sensibilisation, en l'absence du Vice-Premier Ministre de facto, Abdul Kabir. La plupart des opérations de communication menées par les responsables de facto l'ont été au niveau infranational, par l'intermédiaire des ministères de facto de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion de la vertu et de la prévention du vice, des affaires tribales et frontalières, et de l'information et de la culture. Outre l'accent mis sur la gouvernance infranationale, plusieurs hauts responsables de facto ont rencontré des représentants des populations chiïtes hazaras et sikhs, qui se sont vu attribuer un siège dans la municipalité de Kaboul. Toutefois, les femmes ont été largement exclues de ces activités, et des questions essentielles telles que les moyens de parvenir à une plus grande inclusion et l'éducation et l'emploi des femmes n'ont pas été explicitement abordées dans le cadre des activités de communication.

6. À la suite du séisme de forte magnitude survenu dans la province du Hérat le 7 octobre, plusieurs hauts dirigeants Taliban se sont rendus dans les districts touchés, notamment les Vice-Premiers Ministres de facto Hanafi et Abdul Ghani Baradar, ainsi que les Ministres de facto de la défense et de la santé publique. En outre, le chef des Taliban a dépêché une délégation pour délivrer un message de soutien à la population touchée.

7. En réponse à l'annonce des retours forcés d'Afghans sans papiers depuis le Pakistan, le chef des Taliban a mis sur pied, le 26 octobre, la Haute Commission de facto pour les rapatriés, dirigée par le Vice-Premier Ministre de facto Hanafi et composée de 31 hauts représentants de facto, l'objectif étant de résoudre les difficultés liées aux rapatriés afghans. En moins d'une semaine, les autorités de facto ont mis en place la plupart des structures décrétées et ont suivi une approche pangouvernementale pour gérer le flux massif de retours massifs depuis le Pakistan. Le plan d'intervention prévoyait également la création de 12 sous-comités chargés de traiter une série de questions connexes telles que le transport, la santé, l'éducation, l'emploi, les terres et le logement. Le Ministère de facto de la défense a joué un rôle central en s'occupant du transport des rapatriés vers leurs provinces d'origine. Outre l'enregistrement, les soins médicaux et la délivrance de cartes d'identité nationale, les autorités de facto ont également accordé des subventions en espèces aux familles de rapatriés. Dans le cadre d'une réponse institutionnelle plus large, les autorités de facto ont annoncé la création d'un comité chargé de défendre les droits de tous les réfugiés afghans.

8. Au cours de la période à l'examen, le chef des Taliban et le Premier Ministre de facto, Mohammad Hasan Akhund, ont continué de nommer des personnes qu'ils considéraient loyales. À l'échelle nationale, on peut notamment mentionner la nomination le 22 octobre de Mohammad Akhund comme nouveau deuxième vice-gouverneur de facto de la banque centrale. À l'échelle infranationale, ont été nommés : 6 gouverneurs provinciaux de facto, 4 gouverneurs provinciaux adjoints, 2 maires de capitales provinciales, au moins 35 directeurs infranationaux et 9 juges provinciaux. Un remaniement a concerné au moins 40 directeurs nationaux au sein des ministères de facto. Dans le secteur de la sécurité, six nouveaux chefs de police provinciaux, deux chefs de police adjoints, quatre nouveaux chefs provinciaux de la direction générale de facto des renseignements et un commandant de corps ont été nommés. Le 19 septembre, le chef de facto de la police de la province de Kaboul a remanié 26 postes placés sous son autorité. Dans différents ministères et municipalités, les autorités de facto ont lancé des activités de formation professionnelle et technique axées sur le renforcement des capacités administratives.

9. L'opposition politique en exil est restée fragmentée, mais elle est devenue plus active en contestant les Taliban sur des questions de politique intérieure et de politique étrangère. Au cours de la période considérée, elle a tenu des réunions internes en préparation des réunions prévues à Moscou, à Douchanbé et à Vienne entre la fin novembre et le début décembre.

10. Le cadre de gouvernance est resté insuffisamment codifié. Le 17 septembre, le porte-parole des autorités de facto, Zabihullah Mujahid, a assuré à la population que l'approbation d'une constitution par les autorités de facto permettrait de résoudre certains des problèmes de gouvernance existants. En réaction, les religieux chiites ont exprimé leur crainte que le processus en cours ne tienne pas compte de leurs intérêts. Le porte-parole a également annoncé le 29 septembre que le budget était réparti entre les ministères de facto et les administrations provinciales, sans en préciser les chiffres ou mentionner la possibilité d'un examen à mi-parcours.

11. En septembre, les autorités de facto ont annoncé que des chouras provinciales d'oulémas seraient mis en place dans les provinces de Bamiyan, de Deykondi, de Ghor, de Logar, d'Ouardak et du Nouristan, toutes les 34 provinces en comptant désormais une, et la capacité de résolution des conflits locaux a été renforcée dans certaines d'entre elles. On ne trouve aucun chiite ou aucune femme dans ces conseils, y compris dans les provinces de Bamiyan et de Deykondi, majoritairement chiites. Le 20 septembre, le grand conseil des oulémas chiites d'Afghanistan a demandé aux autorités de facto de revoir la composition des chouras récemment créées. Les représentants chiites des autres provinces ont également demandé à être représentés dans leurs chouras provinciales d'oulémas.

12. Le discours sur l'éducation ne porte plus sur l'accès des femmes à l'enseignement secondaire et supérieur mais sur l'élimination du fossé entre l'enseignement religieux et l'enseignement moderne. Le 6 novembre, le Ministre de facto des affaires étrangères, Amir Khan Motaqi, a déclaré dans un entretien aux médias que la question de l'éducation des femmes était examinée par les ministères de facto de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Les autorités de facto ont continué de promouvoir les madrassas comme un ressort important de leur programme d'éducation. Le Ministre de facto de l'éducation a fait des apparitions publiques dans tout l'Afghanistan, mettant l'accent sur l'enseignement des études modernes et religieuses dans les écoles publiques et les madrassas afin de réduire le fossé qui les sépare. Les autorités provinciales de facto ont lancé la construction de nouvelles madrassas pour les étudiants et les étudiantes, et d'autres sont prévues à l'avenir, même si les filles restent cantonnées à l'enseignement primaire.

13. Les autorités de facto ont poursuivi la refonte du système éducatif moderne, en offrant de nouvelles possibilités d'apprentissage aux membres des Taliban et en limitant les possibilités offertes aux femmes et aux jeunes filles. Le Ministère de facto de l'éducation serait en train de réaffecter dans d'autres départements, écoles et madrassas les enseignants et enseignantes qui travaillaient dans les centres de formation des enseignants supprimés en juillet. Le 4 septembre, l'autorité nationale de facto chargée des examens a annoncé les résultats de l'examen national annuel d'entrée à l'université. Aucune femme ne figurait parmi les 84 234 diplômés de l'enseignement secondaire.

14. Selon les autorités de facto, les salaires de tous les fonctionnaires, y compris les femmes sommées de rester à la maison, ont continué à être versés. Le Ministère de facto des martyrs et des personnes handicapées a annoncé début septembre qu'il avait traité les paiements destinés aux familles des martyrs et des personnes handicapées sous la République et pendant les périodes de gouvernement des autorités de facto, bien que les pensions des employés retraités du gouvernement de l'époque de la République n'aient toujours pas été payées.

15. Entre le 7 et le 13 septembre, le Conseil de surveillance de la Direction des avocats de la défense du Ministère de facto de la justice aurait inspecté 83 cabinets d'avocats à Kaboul et fermé 10 d'entre eux pour avoir exercé illégalement et aurait convoqué les associés. Le 10 septembre, la Haute Direction de facto chargée de la supervision de l'application des décrets et ordonnances et des poursuites y relatives a publié une circulaire ordonnant à ses bureaux provinciaux de signaler les violations d'un décret interdisant le népotisme au sein des institutions de facto. Néanmoins, aux termes de la circulaire, les fonctionnaires de facto sont autorisés à employer leurs proches dans des fonctions spécifiques, notamment comme cuisiniers, chauffeurs et gardes du corps.

16. Du 18 août au 30 octobre, la MANUA a organisé 45 séances de sensibilisation dans 16 provinces sur des questions liées à la gouvernance, notamment les droits humains et la prestation de services. Y ont pris part les autorités de facto, les organisations de la société civile, les médias, les jeunes et d'autres membres de la communauté. En collaboration avec les oulémas et les anciens des tribus, les autorités de facto ont assuré la médiation de 10 différends locaux dans tout l'Afghanistan depuis le 18 septembre. La MANUA a également observé 117 réunions menées par des autorités locales de facto avec des communautés, qui ont porté sur les besoins de la population et les tensions entre tribus. Les jeunes se sont inquiétés du manque de possibilités d'emploi et les représentants de la société civile du rétrécissement de l'espace civique et de l'intimidation ciblant des organisations de la société civile, des médias et des travailleuses. Entre le 5 octobre et le 6 novembre, la MANUA a également aidé une organisation locale de la société civile à faciliter six dialogues sur les effets des changements climatiques en Afghanistan et les solutions envisageables.

B. Sécurité

17. Entre le 1^{er} août et le 22 octobre, le nombre d'atteintes à la sécurité liées au conflit a été le même qu'au cours de la même période en 2022. L'ONU a enregistré 1 414 atteintes à la sécurité, soit une augmentation de 2 % par rapport aux 1 384 incidents enregistrés au cours de la même période en 2022. Les données disponibles indiquent que les affrontements armés ont reculé de 41 % (de 104 à 61), les explosions d'engins explosifs improvisés ont diminué de 72 % (de 65 à 18) et les assassinats de 50 % (de 74 à 37). Les régions du nord-est, de l'ouest et de l'est ont été concernées par 49 % des infractions enregistrées, les provinces les plus touchées étant celles du Hérat, de Kaboul, de Konduz et du Nangarhar. On a constaté une augmentation de

25 % des arrestations opérées par les autorités de facto par rapport à la même période en 2022.

18. Au cours de la période à l'examen, l'opposition armée n'a pas contesté le contrôle territorial des Taliban. Par rapport à la même période en 2022, les attaques réelles contre les autorités de facto ont été moins nombreuses, malgré une augmentation du nombre d'attaques revendiquées par des groupes sur les médias sociaux. Le Front de la liberté de l'Afghanistan a été le groupe le plus actif au cours de cette période, bien que ses attaques soient restées de faible portée, tandis que le Front national de résistance a été beaucoup moins actif qu'en 2022, n'ayant mené aucune attaque dans son bastion traditionnel du Panjchir. Quatre autres groupes d'opposition politique armés se sont fait connaître au cours de la période considérée – le Front de la garde nationale de l'Afghanistan, le Front de mobilisation nationale, le Front de la bataille nationale et le Front uni de l'Afghanistan – sans qu'aucune attaque n'ait été revendiquée par ces deux derniers groupes.

19. Au cours de la période considérée, les attaques revendiquées par l'EIL-PK ou qui lui ont été attribuées ont diminué, bien qu'elles aient augmenté depuis la deuxième quinzaine d'octobre. Entre le 1^{er} août et le 7 novembre, l'ONU a consigné 8 attaques de l'EIL-PK dans trois provinces, contre 27 attaques dans six provinces au cours de la même période en 2022. Le groupe a continué de prendre pour cible les Taliban et les civils, en particulier la communauté chiite, en menant une attaque contre un lieu de culte chiite à Pul-i Khumri (Baghlan) le 13 octobre, contre un club de sport dans le quartier à majorité chiite de Dacht-e Barchi (ville de Kaboul) le 26 octobre, et contre un bus dans le même quartier le 7 novembre. La propagande de l'EIL-PK a continué à apparaître en ligne dans un nombre croissant de langues, et les tentatives du groupe pour recruter des ressortissants étrangers et des citoyens afghans se sont poursuivies.

20. Les tensions qui ont conduit à des atteintes à la sécurité le long des frontières afghanes se sont poursuivies, principalement entre l'Afghanistan et le Pakistan. Le 6 septembre, un échange de tirs entre gardes frontière au sujet de la construction d'un poste frontière près du point de passage de Tor Kham a fait 6 morts et 12 blessés, ce qui a entraîné la fermeture du poste jusqu'au 15 septembre. Le 4 octobre, les forces frontalières pakistanaïses et les forces de sécurité de facto ont échangé des tirs au poste frontière de Chaman, tuant deux civils et en blessant trois. Les activités transfrontalières du groupe Tehrik-eTaliban Pakistan ont exacerbé ces tensions, en particulier suite à une série d'attaques dans le district pakistanaïse de Chitral (province de Khyber Pakhtunkhwa) menées par des affiliés du groupe entrés au Pakistan depuis l'Afghanistan au début du mois de septembre. Plusieurs échanges de tirs entre des membres du Tehrik-eTaliban Pakistan et les forces pakistanaïses de l'autre côté de la frontière ont eu lieu à Pakiya, et les forces pakistanaïses ont tiré des mortiers de l'autre côté de la frontière, dans la région de Kounar, à au moins sept reprises au cours de la période considérée.

21. La circulation d'armes, de munitions et d'explosifs est restée un problème de sécurité en Afghanistan et dans les États Membres de la région. La MANUA a continué de soulever la question des armes légères et de petit calibre, en rencontrant des responsables de facto à Kaboul, Konduz et Badakhchan, ainsi que des représentants des États Membres de la région, afin de soutenir les efforts déployés pour résoudre ce problème. Les forces de sécurité de facto ont fait état de saisies d'armes issues du trafic et d'armes appartenant à des membres des anciennes Forces nationales de défense et de sécurité afghanes dans 14 provinces.

22. Entre le 1^{er} août et le 22 octobre, l'ONU a constaté 24 faits ayant directement affecté son personnel, dont 11 cas d'intimidation, 4 actes criminels, 1 arrestation et 8 autres atteintes contre des complexes et des biens des Nations Unies, ce qui

représente une diminution par rapport aux 27 faits de ce type enregistrés au cours de la même période en 2022.

C. Coopération régionale

23. Les acteurs régionaux ont poursuivi leurs échanges bilatéraux et multilatéraux sur l'Afghanistan. Le 31 août, une délégation de l'Organisation de la coopération islamique a rencontré le Vice-Premier Ministre de facto Kabir et le Ministre de facto des affaires étrangères à Kaboul. La délégation aurait conseillé aux autorités de facto de s'inspirer de l'expérience du monde islamique dans tous les domaines, notamment en ce qui concerne l'éducation et l'emploi des femmes.

24. Le 29 septembre, une réunion tenue dans le cadre du processus de Moscou sur l'Afghanistan s'est tenue à Kazan (Fédération de Russie), réunissant la Chine, l'Inde, la République islamique d'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Pakistan, la Fédération de Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan en tant que membres, et le Qatar, l'Arabie saoudite, la Türkiye et les Émirats arabes unis en tant qu'invités. Une délégation conduite par le Ministre de facto des affaires étrangères était également présente. Dans la « Déclaration de Kazan » qui en est issue, les efforts des autorités de facto dans la lutte contre la criminalité liée à la drogue et le terrorisme ont été reconnus, tout comme l'amélioration générale de la sécurité en Afghanistan, même si des inquiétudes ont été exprimées quant aux restrictions imposées à l'emploi et à l'éducation des femmes et des appels ont été lancés en faveur de la mise en place d'un gouvernement inclusif à large assise.

25. Le commerce et le transit continuent d'occuper une place de choix dans l'ordre du jour régional. Entre le 4 et le 10 novembre, une délégation de haut niveau conduite par le Vice-Premier Ministre de facto, M. Baradar, s'est rendue en République islamique d'Iran pour discuter des relations économiques et politiques. Le 7 octobre, le Ministre de facto des affaires étrangères a participé au troisième forum trans-Himalaya en Chine. Il a rappelé le potentiel de l'Afghanistan en tant que pôle régional de connectivité économique et le potentiel du couloir de Wakhan pour relier l'Afghanistan et la Chine. En marge du forum, il a rencontré le Ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, qui a déclaré que la Chine était disposée à aider l'Afghanistan à développer ses relations avec les pays voisins et à contribuer à la coopération économique régionale, tout en exprimant l'espoir que les autorités de facto prennent des mesures de lutte contre le terrorisme. Il a également rencontré le Ministre pakistanais des affaires étrangères, Jalil Abbas Jilani, qui a accepté de résoudre tout problème entre les deux pays « sur la base du dialogue et de la compréhension ». Le 18 octobre, le Ministre de facto du commerce et de l'industrie, Nooruddin Azizi, a participé au troisième Forum pour la coopération internationale « Une Ceinture et une Route » à Beijing et a demandé l'intégration formelle de l'Afghanistan dans l'initiative « Une Ceinture et une Route ». En outre, le chef de facto de l'autorité ferroviaire afghane s'est rendu en République islamique d'Iran du 28 août au 2 septembre et en Fédération de Russie les 25 et 26 octobre pour assister au forum international d'Astrakhan sur le couloir de transport international nord-sud afin de discuter de la connectivité ferroviaire.

26. Une délégation ouzbèke de haut niveau, conduite par le Vice-Premier Ministre, Jamshid Khodjaev, s'est rendue à Kaboul les 28 et 29 octobre pour discuter des relations économiques. Le 15 septembre, le Président de l'Ouzbékistan, Shavkat Mirziyoyev, a proposé de créer un groupe de travail conjoint pour étudier les impacts du canal de Qouch Tepa sur les ressources en eau de l'Asie centrale. Les autorités de facto ont fait état du lancement de nouvelles routes commerciales, notamment d'un couloir de vol entre Kaboul et Shanghai (Chine) le 8 octobre et d'un couloir hybride

entre l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et la Chine, après l'exécution d'un projet pilote à la fin de l'année 2022.

27. Le 13 septembre, le nouvel Ambassadeur de Chine en Afghanistan, Zhao Xing, a présenté ses lettres de créance au Premier Ministre de facto. Le 27 octobre, le Ministère de facto des affaires étrangères a désigné Badrudin Haqqani comme chargé d'affaires de facto de l'ambassade du pays aux Émirats arabes unis. Le porte-parole des Taliban a relevé un total de 17 nominations de chargés d'affaires de facto dans les ambassades afghanes à l'étranger depuis août 2021, soulignant que des services consulaires y étaient fournis. Au cours de la période considérée, les services consulaires auraient également repris en Espagne, en Malaisie et au Royaume des Pays-Bas.

28. Le 24 octobre, le Centre de recherche et d'études sur la sécurité, basé à Islamabad, a organisé une conférence internationale virtuelle sur le thème suivant : « Les droits des femmes en Afghanistan – perspectives régionales et rôle du monde islamique », à laquelle ont participé des dirigeantes d'Afghanistan, d'Indonésie, de la République islamique d'Iran, du Pakistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Il y a été souligné qu'il importait d'associer les femmes aux processus de prise de décision liés à la paix et à la prospérité.

29. La MANUA a continué d'échanger avec les autorités de facto sur la question de la coopération régionale et a organisé des réunions de coordination régulières avec les ambassadeurs en poste à Kaboul. Du 6 au 8 novembre, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Roza Otunbayeva, a participé à la conférence internationale autour du thème « Les femmes dans l'islam : statut et autonomisation », organisée par l'Organisation de la coopération islamique à Djedda (Arabie saoudite). La MANUA a également poursuivi sa coopération avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et a participé à la réunion annuelle des vice-ministres des affaires étrangères des pays d'Asie centrale organisée par le Centre à Bichkek les 27 et 28 novembre.

III. Droits humains

30. Les munitions non explosées et les attaques délibérées à l'aide d'engins explosifs improvisés sont restées les principales causes des blessures infligées aux civils en Afghanistan. Au cours de la période considérée, la MANUA a recensé 190 victimes civiles (65 morts et 125 blessés), dont 53 enfants (26 morts et 27 blessés), la plupart des décès et des blessures ayant touché des enfants ont résulté de munitions non explosées. Trois attaques visant la communauté chiite dans les provinces de Kaboul et de Baghlan, toutes revendiquées par l'EIL-PK, ont causé la majorité des pertes civiles au cours de la période considérée (39 morts et 87 blessés).

31. Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre, l'équipe spéciale de pays (surveillance et information) sur les enfants et les conflits armés a recensé au moins 400 violations graves commises contre au moins 120 enfants (environ 100 garçons et 20 filles). Les violations les plus fréquentes sont les suivantes : le refus de l'aide humanitaire, les meurtres et mutilations, principalement en raison des engins explosifs, ainsi que le recrutement et l'utilisation d'enfants.

32. À la suite de la publication du rapport de la Mission sur les violations des droits humains commises contre d'anciens fonctionnaires et d'anciens membres des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, le 22 août, le Vice-Premier Ministre de facto Hanafi a déclaré, en ce qui concerne l'amnistie, que tout acte de vengeance serait considéré comme un crime et que les auteurs seraient poursuivis en justice. Cependant, au cours de la période considérée, la MANUA a consigné au moins

10 exécutions extrajudiciaires, 21 arrestations et détentions arbitraires et 8 cas de torture et de mauvais traitements visant d'anciens fonctionnaires et membres des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. La MANUA a également recensé 4 exécutions extrajudiciaires, 79 arrestations et détentions arbitraires et 15 cas de torture et de mauvais traitements concernant des personnes accusées d'appartenance au Front national de résistance et à l'EIIL-PK.

33. Les autorités de facto ont continué d'appliquer les châtiments corporels dans les tribunaux publics. Selon les chiffres de la MANUA, au moins 24 hommes et 4 femmes ont été soumis à la flagellation publique. Le 17 septembre, dans la province de Zabol, huit hommes et une femme ont été fouettés entre 20 et 39 fois et condamnés à des peines de cinq à six ans d'emprisonnement par le tribunal de facto, après avoir été reconnus coupables de relations illicites ou immorales, d'adultère, de vol.

34. Les autorités de facto ont continué de recourir aux arrestations et détentions arbitraires, à la fermeture forcée des médias et à la censure pour juguler les opinions dissidentes. En septembre et octobre, la Direction générale de facto du renseignement a arrêté trois membres du Mouvement spontané des femmes afghanes et leurs proches. Ces personnes restent en détention sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elles. En septembre, dans la province de Deykondi, la Direction générale de facto des renseignements a arrêté trois employés de Radio Nasim, accusés de faire de la propagande contre les autorités de facto, et a suspendu les activités de la station. Des professionnels des médias ont été libérés, puis arrêtés à nouveau le 7 octobre. Deux d'entre eux ont été libérés le 18 octobre et le troisième le 23 octobre sous caution. Par ailleurs, le 18 octobre, le journaliste franco-afghan Mortaza Behboudi a été libéré après plus de neuf mois de détention. Le 26 octobre, le responsable de l'organisation non gouvernementale PenPath, Matiullah Wesa, qui faisait campagne pour l'éducation des filles et avait été arrêté le 27 mars, a été libéré. Le 19 septembre, la Commission des violations des médias s'est réunie pour discuter du projet des autorités de facto d'évaluer les médias affiliés à des partis politiques.

35. Le Ministère de facto de la promotion de la vertu et de la prévention du vice a continué de publier de nouvelles instructions et d'appliquer celles qui existaient déjà. Le 26 août, le Ministre de facto a annoncé que les femmes étaient interdites de visite dans le parc national de Band-e-Amir, dans la province de Bamiyan. Depuis l'annonce en août de l'interdiction de la sorcellerie, des arrestations de personnes accusées de violations ont été signalées.

36. Les autorités de facto ont continué d'appliquer des restrictions à l'encontre des femmes et des jeunes filles. L'accès des femmes à l'enseignement supérieur et l'éducation des filles au-delà de la sixième année sont restés formellement suspendus, bien que d'après certains échos, les filles suivent des cours dans des madrassas pour filles dans certaines parties du pays, sous la supervision du Ministère de facto de l'éducation. En septembre, le Ministère de facto de la promotion de la vertu et la prévention du vice a annoncé dans au moins deux provinces (Khost et Zabo) qu'il était interdit aux femmes de se rendre dans les marchés ou les magasins locaux sans être escortées par un mahram (chaperon de sexe masculin). Les instituts de beauté qui étaient restés ouverts après le 25 juillet, en violation de l'ordonnance du 25 juin, ont fait l'objet de ripostes musclées de la part des autorités de facto, y compris des agressions sur des personnes, et les clientes ont été obligées de se démaquiller et de promettre de ne plus jamais se rendre dans ce type d'établissement à l'avenir.

37. Le 20 septembre, la MANUA a publié un rapport sur le traitement des détenus par le Ministère de l'intérieur de facto, par la Direction générale de facto du renseignement et par l'Office de l'administration pénitentiaire de facto. Selon le rapport, les personnes détenues par le Ministère de facto de l'intérieur et par la Direction générale de facto du renseignement subissent régulièrement des actes de

torture et d'autres formes de mauvais traitements en détention, principalement dans le cadre des enquêtes et des interrogatoires, sans que les auteurs de ces actes ne soient inquiétés. En outre, ces entités ont presque systématiquement bafoué les garanties juridiques et procédurales fondamentales, notamment en interdisant aux avocats, à la famille, aux médecins ou aux juges de facto de communiquer avec les détenus pendant la garde à vue. La MANUA collabore avec chaque entité de facto à la mise en œuvre de ses recommandations, notamment en ce qui concerne les enquêtes et l'établissement des responsabilités. Le Ministère de facto de l'intérieur a créé un comité sous l'égide du Cabinet du Ministre de facto pour examiner les conclusions et envisager la mise en œuvre des recommandations du rapport.

38. Malgré les efforts continus pour réduire la population carcérale, à la mi-octobre, l'Office de l'administration pénitentiaire de facto a fait état d'une population d'un peu plus de 17 000 détenus, dépassant le plafond de 10 000 qu'il s'était efforcé de maintenir depuis la mi-2022. Les contraintes financières et l'interruption du financement provenant des donateurs ont continué de se faire lourdement ressentir sur la capacité de l'Office de l'administration pénitentiaire de facto de respecter les normes internationales, à savoir fournir de manière systématique une alimentation suffisante et des produits d'hygiène, une éducation et une formation professionnelles, et des soins de santé.

39. Début novembre, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la MANUA ont organisé des consultations et des téléenquêtes individuelles auprès de 392 femmes afghanes dans 32 provinces. Pour les femmes afghanes, la levée des restrictions imposées à l'éducation des femmes et des filles est restée la principale priorité, suivie par l'amélioration des possibilités de revenus et le redressement de l'économie. L'éducation et l'emploi étaient considérés comme essentiels pour inverser la tendance à la dégradation de la santé mentale et physique associée à la pauvreté, aux mariages précoces et aux mariages d'enfants, au travail des enfants, à la violence domestique et à la migration. Les femmes consultées ont souligné que l'accès aux études et le fait d'occuper un emploi avaient des retombées positives sur leur statut social et leur influence dans la prise de décision au sein du ménage et de la communauté. Elles ont estimé que l'ONU et les représentants internationaux qui travaillaient au niveau local étaient les mieux placés pour intervenir directement auprès des autorités de facto et les ont invités à continuer de plaider auprès des autorités de facto en faveur de l'élimination de toutes les restrictions imposées aux femmes et aux jeunes filles. Elles ont également demandé que les acteurs internationaux consacrent de l'aide internationale aux fins de l'amélioration des conditions de vie des femmes et de la création d'espaces de dialogue permettant aux Afghanes de s'adresser directement aux autorités de facto. En outre, elles ont souligné qu'il importait de privilégier des stratégies pratiques visant à accroître leur participation politique, notamment grâce à des protections juridiques, à l'émancipation économique et à la réintégration des femmes dans la fonction publique.

IV. Développement économique, coordination des donateurs et efficacité de l'aide

40. La situation économique reste incertaine et fragile. Selon l'édition d'octobre 2023 de la publication de la Banque mondiale intitulée « Afghanistan development update », l'économie afghane s'est contractée de 6,2 % en 2022, après une contraction de 20,7 % en 2021. Les projections à moyen terme prévoient une stagnation ou une nouvelle contraction avec la persistance d'une pauvreté généralisée, ainsi qu'une

baisse de la demande intérieure et des risques importants de détérioration, y compris des réductions des niveaux d'aide.

41. Les recettes de l'État pour les sept premiers mois de l'exercice en cours, qui a débuté le 21 mars, se sont élevées à environ 1,5 milliard de dollars (105 milliards d'afghanis), soit une augmentation marginale de 1,2 % par rapport à la même période en 2022 et 5,0 % de moins que les objectifs fixés. Le déficit commercial s'est creusé pour atteindre 4,4 milliards de dollars, alors que l'afghani s'est apprécié de 12,7 % par rapport au dollar américain depuis juillet. L'augmentation du déficit reflète l'augmentation continue des importations, qui ont atteint 5,7 milliards de dollars, soit une hausse de 27 % par rapport à la même période en 2022. Les exportations se chiffrent à 1,3 milliard de dollars, soit une légère baisse de 0,5 % par rapport à la même période en 2022. Le pays, qui est en déflation, a enregistré une inflation en glissement annuel de -9,1 % en septembre.

42. Les revenus et les dépenses des ménages se sont légèrement améliorés entre juillet et septembre, en grande partie grâce aux efforts humanitaires et à la baisse du coût des denrées alimentaires. Cependant, la pauvreté de revenu touche la moitié de la population. D'après les données recueillies par la Banque mondiale entre juillet et septembre, 89 % de la population interrogée a déclaré que l'alimentation était le besoin le plus important. L'augmentation de la main-d'œuvre a dépassé le ralentissement de la demande, ce qui a entraîné une multiplication par deux du chômage et une augmentation de 25 % du sous-emploi.

43. Le secteur bancaire s'est légèrement amélioré grâce à l'augmentation des dépôts, mais il rencontre des problèmes de rentabilité, de liquidité et d'instabilité ; en outre certains liens avec des banques correspondantes ont été rompus. La plupart des transactions ont été effectuées via des canaux informels. Le secteur de la microfinance a continué de se contracter : une perte de 50 % d'emprunteurs actifs a été observée depuis août 2021, ce qui a eu un impact négatif sur les femmes.

44. Les autorités de facto ont continué à rechercher des investissements nationaux et étrangers. Ils ont reçu une délégation de la Chambre de commerce afghano-américaine du 1^{er} au 6 septembre et ont annoncé la création d'un comité interministériel le 16 septembre pour soutenir les investissements. Ils ont annoncé que neuf contrats miniers à grande échelle avaient été signés entre le 31 août et le 15 octobre, pour un montant estimé à 7 milliards de dollars. Le Vice-Premier Ministre de facto, M. Baradar, a également inauguré la construction de la deuxième phase du canal de Qouch Tepa le 11 octobre.

45. Les échanges sur le financement et les priorités se poursuivent. Du 6 au 12 septembre, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire par intérim s'est rendu à Berlin et à Stockholm pour discuter des besoins humanitaires et des besoins essentiels de la population ainsi que des priorités des donateurs et pour plaider en faveur du financement des besoins essentiels. Les 27 et 28 septembre, le Groupe de coordination pour l'Afghanistan s'est réuni à Istanbul (Türkiye). Les participants ont pris note de la baisse des engagements de financement des donateurs pour 2024 et de la nécessité de mettre en place un financement à moyen terme pour opérer une transition de l'aide humanitaire à des fonds destinés à couvrir les besoins essentiels, et ont convenu de mobiliser des ressources en explorant de nouveaux mécanismes, y compris des fonds dédiés à l'adaptation aux changements climatiques. Le Groupe a reconnu qu'il fallait revitaliser le secteur privé et tenir compte de la résilience aux changements climatiques dans toutes les sources de financement, en tant que question transversale.

46. Le Comité directeur du Fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan s'est réuni à Istanbul le 25 septembre. Il a prolongé ses programmes conjoints régionaux

jusque 2025, conformément au Cadre stratégique pour l'Afghanistan pour la période 2023-2025. Le Fonds d'affectation spéciale avait reçu 189,4 millions de dollars de contributions au 31 octobre et, malgré les difficultés, a continué de soutenir des réponses intégrées aux besoins essentiels des communautés afghanes les plus vulnérables.

47. Le dispositif d'importation de liquidités créé par l'ONU pour contribuer aux opérations humanitaires a transféré, par l'intermédiaire d'un canal transparent et peu onéreux destiné aux financements internationaux, 3,23 milliards de dollars entre le 1^{er} décembre 2021 et le 15 octobre 2023 (1,4 milliard de dollars depuis janvier 2023), au profit de 19 entités des Nations Unies, de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et de 55 organisations non gouvernementales internationales accréditées. Les liquidités ont également servi indirectement à soutenir la stabilisation de la monnaie afghane.

48. La MANUA a poursuivi sa coordination avec la Banque centrale de facto dans le cadre de groupes de travail techniques et a discuté, entre autres, des versements internationaux, de la microfinance, des services bancaires islamiques et du Fonds afghan. Le 30 octobre, l'Association afghane de microfinance a organisé, en coordination avec la MANUA et d'autres entités des Nations Unies, une conférence sur la microfinance à Kaboul, à laquelle ont participé le Gouverneur de facto de la Banque centrale, le Ministre du commerce et de l'industrie et le Vice-Ministre de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage. La conférence a rassemblé toutes les parties prenantes pour discuter des difficultés, des perspectives et des possibilités pour le secteur. Les entités des Nations Unies ont présenté leurs contributions et le rôle qu'elles pourraient jouer dans le renforcement du secteur, ainsi que dans l'autonomisation des femmes et la lutte contre la pauvreté.

49. La coordination de l'approche commune des Nations Unies en matière de gestion des risques s'est poursuivie. En marge de la réunion du Groupe de coordination pour l'Afghanistan, le 29 septembre, la Banque mondiale et l'ONU ont organisé leur troisième atelier sur la gestion conjointe des risques, auquel ont également participé des donateurs, afin de faire le point sur la situation et d'explorer les possibilités de collaboration dans ce domaine. Le 22 novembre, l'ONU a organisé un atelier interinstitutions sur la gestion globale des risques, suivi de la mise à jour semestrielle de l'évaluation commune des risques le 29 novembre.

50. Le soutien à la coordination de la lutte antimines, à l'établissement des priorités et à la gestion de l'information a été interrompu du 6 avril au 2 octobre, le temps de négocier des arrangements appropriés avec les autorités de facto. Le projet, désormais connu sous le nom de Cellule technique de la lutte antimines, a ensuite repris et des efforts ont été faits pour veiller à ce que les agents travaillent en toute sécurité et se concentrent sur la neutralisation des munitions explosives qui entravent l'utilisation des terres et affectent les besoins essentiels de la population. L'augmentation du nombre de victimes civiles s'explique par le fait que des régions auparavant inaccessibles ont été de plus en plus fréquentées. Les enfants, en particulier les garçons, restent les plus vulnérables aux engins explosifs, en raison de leur comportement plus risqué lié au commerce de la ferraille. En outre, il a été déterminé que 496 écoles et 119 établissements de santé étaient situés à moins d'un kilomètre d'un risque d'explosion, ce qui souligne l'urgence qu'il y a à définir des réponses solides et coordonnées dans le secteur de la lutte antimines.

51. L'ONU a accompli des progrès en ce qui concerne la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et la lutte contre ces pratiques. En septembre, le réseau afghan de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles a coordonné ses efforts avec un groupe de travail sur l'établissement des responsabilités afin d'évaluer des cas pour lesquels 10 000 victimes ont été recensées. Ainsi, le réseau a

pu élaborer un programme fondé sur la recherche et tenant compte du genre, y compris un service de téléassistance disponible dans les langues locales. Une mission conjointe s'est rendue dans la province du Hérat du 15 au 20 octobre pour lutter contre les risques d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans le cadre d'interventions d'urgence, tout en associant les membres de la communauté et les professionnels de santé.

52. L'Initiative Spotlight contre la violence de genre, qui doit s'achever le 31 décembre, a fourni plus de 100 518 services de soutien psychosocial et de consultation d'août à octobre. L'ONU, les donateurs et les partenaires d'exécution se sont réunis les 24 et 25 octobre afin d'élaborer un concept pour la poursuite de leur action.

V. Aide humanitaire

53. L'Afghanistan a continué de faire face à des besoins humanitaires d'une ampleur sans précédent, plus des deux tiers de sa population requérant une aide en 2023. La situation a empiré du fait de la détérioration de l'environnement de protection et de trois séismes de magnitude 6,3 qui ont secoué la province du Hérat en octobre et qui ont directement touché plus de 150 000 personnes dans plusieurs districts. En raison des normes culturelles et des restrictions imposées par les autorités de facto, les femmes sont plus susceptibles de rester à la maison que les hommes. Par conséquent, selon une analyse du groupe de travail sur le genre et du groupe de travail sur l'accès humanitaire, les femmes représentaient 58 % des victimes adultes et 60 % des personnes blessées, car elles se trouvaient à l'intérieur au moment du premier tremblement de terre. Les effets des séismes risquent d'éroder encore davantage la santé mentale et le bien-être général des femmes. En outre, depuis la mi-septembre, des milliers d'Afghans sans papiers ont été renvoyés de force du Pakistan aux postes frontière de Tor Kham et de Spin Boldak. Les effets de trois années consécutives de sécheresse ont continué de provoquer une grave insécurité alimentaire, une pénurie de moyens de subsistance et une insécurité hydrique dans un contexte d'intensification des pressions climatiques, malgré un léger répit observé dans le cas de l'insécurité alimentaire.

54. À la suite de l'interdiction faite aux Afghanes de travailler pour des organisations non gouvernementales en décembre 2022 et des restrictions subséquemment imposées au personnel national féminin des Nations Unies en avril 2023, l'enquête menée par le groupe de travail sur le genre et le groupe de travail sur l'accès humanitaire en juillet a révélé que 20 % des 150 organisations ayant répondu avaient déclaré que le personnel féminin travaillait encore mais depuis chez elles. Des progrès ont été observés : les femmes ont repris leurs activités sur le terrain et dans les bureaux, 45 % des organisations féminines ont reçu un financement depuis l'interdiction, soit une augmentation de 12 % par rapport à l'enquête la plus récente, réalisée en mai. Toutefois, les organisations ont continué de faire état d'obstacles administratifs à la participation des femmes. Les situations diffèrent d'une région à l'autre et tout cela a pesé sur la mobilisation des populations concernées et les services de protection dans certaines régions. Les enquêtes de perception menées auprès des populations touchées ont révélé que les femmes avaient davantage de difficultés à accéder à l'aide comparé aux deux derniers trimestres. Les organismes humanitaires ont poursuivi les négociations visant à consolider et étendre les accords d'exemption conclus au niveau local avec les autorités de facto. L'ONU favorise l'émancipation économique des femmes en offrant des subventions, des facilités de crédit, une assistance technique et des ressources essentielles à plus de 18 000 entreprises dirigées et détenues par des femmes, afin de répondre à leurs besoins essentiels.

55. Malgré les difficultés, la communauté humanitaire répond aux besoins urgents en mettant en œuvre des mesures renforcées d'atténuation des risques et en utilisant des outils communs pour garantir des normes minimales de qualité dans les programmes. Toutefois, le Plan de réponse humanitaire pour l'Afghanistan révisé pour 2023, qui vise à aider 21,3 millions de personnes dans tout le pays, est resté amplement sous-financé. Au 11 novembre, seuls 35 % des 3,23 milliards de dollars nécessaires au financement du Plan avaient été reçus. En outre, au 21 novembre, seuls 37,5 millions de dollars avaient été reçus sur les 173,6 millions de dollars du plan initial de réponse au tremblement de terre, lancé le 16 octobre et révisé le 16 novembre pour venir en aide à 275 000 personnes touchées par le séisme. Les acteurs humanitaires ont apporté une aide directe à 242 400 personnes affectées, ce chiffre passant à 257 800 personnes si l'on tient compte de la fourniture d'eau potable dans 142 villages. Pour faire face à l'afflux de rapatriés, l'« appel du consortium frontalier » entre l'Afghanistan et le Pakistan a été élaboré pour aider environ 720 000 personnes sans papiers et 50 000 rapatriements volontaires jusqu'en juillet 2024.

56. Entre janvier et août, 23,7 millions de personnes ont bénéficié d'une aide humanitaire, mais pas dans les quantités prévues pour répondre à leurs besoins, en raison de contraintes financières. Quelque 19,5 millions de personnes ont reçu des vivres et bénéficié d'une aide à la subsistance ; 11,2 millions de personnes ont reçu des soins de santé ; 4,3 millions d'enfants et de mères allaitantes ont bénéficié d'un soutien pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë ; 7,6 millions de personnes ont reçu une aide en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène ; 2,0 millions d'enfants ont pu accéder à l'éducation ; 486 000 personnes ont été relogées dans un hébergement d'urgence et ont reçu des articles ménagers et 1,9 million de personnes ont bénéficié d'au moins une forme d'aide à la protection.

57. Entre juillet et septembre, plus de 1,8 million de personnes ont bénéficié d'un soutien à la sécurité alimentaire des ménages, dont plus d'un million ont reçu des kits de jardinage à domicile ; 254 534 des moyens de protection du bétail ; 117 992 une aide aux cultures et aux moyens de subsistance alternatifs ; 28 308 des volailles d'élevage domestique ; 15 792 du petit matériel agricole ; 211 561 de l'argent liquide en vue de la réparation d'infrastructures critiques locales ; enfin, 183 064 personnes âgées, personnes handicapées, femmes et enfants qui étaient chefs de ménage ont reçu une aide en espèces inconditionnelle et polyvalente. De nouvelles menaces telles que l'infestation de criquets marocains et l'apparition de maladies animales ont nui à une situation déjà fragile sur le plan de l'insécurité alimentaire et des moyens de subsistance. Quelque 1,5 million de bovins ont été vaccinés contre la dermatose nodulaire contagieuse dans 34 provinces, ce qui a permis de venir en aide à 110 492 ménages. Des prospections acridiennes ont été menées concernant les criquets marocains sur 3 864 hectares de terres dans 11 provinces.

58. Entre le 1^{er} janvier et le 21 octobre, 190 724 cas de diarrhée aqueuse aiguë avec déshydratation (57 % des cas se retrouvant chez des enfants de moins de 5 ans) ont été signalés, contre 209 055 cas (55 % des cas se retrouvant chez des enfants de moins de 5 ans) entre mai et octobre 2022. Il y a eu 22 408 cas présumés de rougeole (71 % des cas chez des enfants de moins de 5 ans), contre 71 090 cas présumés (78 % des cas chez des enfants de moins de 5 ans) au cours de la même période en 2022. Entre janvier et septembre, l'ONU a vacciné plus de 2 millions d'enfants contre la rougeole dans tous les districts. En 2023, six cas de personnes infectées par le poliovirus sauvage de type 1 ont été enregistrés contre deux cas en 2022.

59. Le nombre de traumatismes liés aux conflits a diminué de 24 % entre juillet et septembre par rapport à la même période en 2022, 2 624 personnes ayant reçu des soins de traumatologie, contre 3 468 au cours de la période précédente. Entre janvier et septembre, plus de 553 700 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été

admis et traités dans 128 établissements de soins hospitaliers et 3 168 centres de soins ambulatoires. Environ 400 équipes mobiles de santé et de nutrition sont venues en aide à la population de régions reculées, dispensant quelque 350 000 consultations par mois.

60. Entre le 22 juillet et le 7 novembre, 551 460 personnes sont entrées en Afghanistan, dont 352 440 en provenance de la République islamique d'Iran et 199 020 du Pakistan. Entre le 22 juin et le 6 novembre, plus de 294 800 migrants afghans sans papiers rapatriés sont passés par les centres d'accueil de l'OIM dans les provinces du Hérat, de Nimroz, de Nangarhar et de Kandahar. Sur les personnes tentant de rentrer en Afghanistan, 228 900 ont été repoussées à la frontière ; par ailleurs plus de 322 500 sont rentrées de leur propre initiative. Depuis le 15 septembre, date à laquelle le Pakistan a annoncé une politique d'expulsion des Afghans sans papiers, plus de 370 000 retours, principalement spontanés mais aussi forcés, ont été enregistrés depuis le Pakistan. La moyenne journalière des rapatriements est passée de moins de 200 personnes début octobre à quelque 20 000 début novembre, avant de se stabiliser à environ 5 000. Environ 70 % des retours se font par le point de passage de Tor Kham, tandis que les 30 % restants se font par le point de passage de Chaman.

61. Environ 60 % des rapatriés du Pakistan sont des enfants et des adolescents âgés de 17 ans ou moins et n'ont pas les compétences ou l'expérience nécessaires pour gagner leur vie. En outre, 14 % des rapatriés proviennent de familles dirigées par des femmes. Cet afflux a mis à rude épreuve les postes frontière et les communautés d'accueil, exacerbant une situation fragile caractérisée par des taux de chômage élevés, une pauvreté généralisée, un accès insuffisant aux services de base et des infrastructures inadéquates. En réponse, les acteurs humanitaires ont intensifié l'aide, en prodiguant des examens médicaux, une protection, des services d'assistance, une aide juridique, de la nourriture, des transports, des services en lien avec l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que des services d'enregistrement.

62. Entre le 26 juillet et le 18 octobre, quelque 7 077 réfugiés afghans, arrivant du Pakistan (6 927), de la République islamique d'Iran (112) et d'autres pays (38), sont rentrés dans le cadre du programme de rapatriement volontaire des Nations Unies. Le rythme des retours en 2023 reste nettement plus élevé qu'en 2021 et 2022. En 2023, l'ONU a apporté un soutien à près de 300 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés rapatriés, ainsi qu'aux demandeurs d'asile et aux membres des communautés d'accueil, dans 80 zones prioritaires de retour et de réintégration dans tout l'Afghanistan. Elle a notamment assuré un suivi de la protection et fourni une assistance juridique, un soutien psychosocial, un soutien saisonnier, des hébergements et des produits de première nécessité.

63. Le nombre de cas d'entrave à l'exécution d'activités humanitaires est resté élevé, 197 incidents ayant été signalés entre le 27 juillet et le 11 novembre, contre 350 au cours de la même période en 2022. Quelque 29 faits de violence et menaces ayant visé du personnel, des biens et des installations humanitaires ont été enregistrés, soit une baisse par rapport aux 119 incidents confirmés durant la même période en 2022. En outre, 104 incidents fondés sur le genre, tous imputables aux autorités de facto, se sont produits en lien, entre autres, avec la programmation (88) et les restrictions mises à la participation des femmes aux interventions humanitaires (64). Le 6 novembre, le Ministère de facto de la justice a publié une liste de 90 associations caritatives et de 79 syndicats interdits d'activité en raison de l'expiration de leur licence, et qui le resteraient jusqu'au renouvellement de cette dernière.

VI. Lutte contre les stupéfiants

64. L'Enquête sur la production d'opium en Afghanistan menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en 2023 a révélé que la culture du pavot à opium avait chuté d'environ 95 % suite à l'interdiction des drogues imposée par les autorités de facto en avril 2022. La culture de l'opium s'est effondrée dans toutes les régions du pays, passant de 233 000 hectares à 10 800 hectares en 2023, ce qui a entraîné une baisse de l'offre d'opium de 6 200 tonnes en 2022 à 333 tonnes en 2023. Cette forte réduction a eu des conséquences humanitaires immédiates pour de nombreuses communautés vulnérables dont les revenus dépendaient de la culture de l'opium. Le revenu que les agriculteurs tirent de la vente de la récolte d'opium a chuté de plus de 92 % en 2023, passant d'environ 1,36 milliard de dollars pour la récolte de 2022 à 110 millions de dollars en 2023. En outre, les changements climatiques ont aggravé la situation : la pénurie d'eau, la sécheresse et la baisse de la productivité agricole ont exacerbé l'insécurité alimentaire et incité les populations à vendre leurs biens et à migrer.

65. Les prix de l'opium ont atteint un niveau record en août 2023, les prix nationaux moyens de l'opium sec et de l'opium frais s'élevant respectivement à 417 et 275 dollars au kilogramme. Des disparités régionales dans les augmentations de prix ont été observées, les prix les plus élevés ayant été enregistrés dans la région sud. Les données montrent qu'après l'interdiction, les réserves d'opium ont été vendues tandis que la production d'héroïne a diminué. En septembre, dans un rapport, l'ONUDC a également relevé une augmentation du trafic de méthamphétamine et souligné la menace croissante que pose la production illégale de méthamphétamine en Afghanistan. Les saisies de stupéfiants sont passées d'environ 2,5 tonnes à 29,7 tonnes entre 2017 et 2021, ce qui a alimenté le passage du trafic traditionnel d'opiacés au trafic de méthamphétamine. Entre le 1^{er} août et le 22 octobre, les saisies de stupéfiants ont augmenté de 140 % par rapport à la même période en 2022, grâce aux efforts déployés par les autorités de facto pour lutter contre le trafic de méthamphétamine, en particulier dans les provinces de Ghor, de Farah, du Hérat et d'Orozgan.

66. Le programme de développement alternatif de l'ONUDC bénéficie à plus de 4 282 ménages vulnérables, entraînant une augmentation du rendement unitaire de 15 % pour les cultures céréalières et de 25 % pour les cultures maraîchères. L'ONUDC a collaboré avec deux organisations nationales et l'Organisation mondiale de la Santé dans le cadre d'un projet portant sur des services complets de soutien à la santé mentale et de lutte contre les troubles liés à l'usage de substances. En outre, la MANUA et l'ONUDC ont créé un groupe de travail sur la lutte contre les stupéfiants afin de favoriser la consultation et d'éventuelles actions et de promouvoir une coopération productive avec les autorités de facto sur les questions liées à la lutte contre les stupéfiants.

67. Le 30 septembre, la Cour suprême de facto a publié un ensemble de procédures pénales relatives aux drogues, prévoyant des sanctions pour la culture, la vente, le transport, la production et la consommation de pavot, de marijuana et d'autres substances intoxicantes. Les peines d'emprisonnement prévues vont d'un mois à sept ans, sans possibilité de payer une amende.

VII. Appui à la Mission

68. Au 30 septembre, la MANUA affichait un taux de vacance de postes de 10 % pour le personnel recruté sur le plan international (taux approuvé : 8 %), de 19 % pour les Volontaires des Nations Unies (taux approuvé : 12 %), de 9 % pour les

administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national (taux approuvé : 10 %) et de 4 % pour le personnel recruté sur le plan national (taux approuvé : 4 %). La proportion de femmes s'établissait à 33 % pour le personnel recruté sur le plan international, 36 % pour les Volontaires des Nations Unies, 11 % pour les administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national et 8 % pour le reste du personnel recruté sur le plan national. Le programme national des Volontaires des Nations Unies reste une filière cruciale pour les jeunes femmes afghanes souhaitant rejoindre le personnel des Nations Unies. Les problèmes de liquidité et les mesures qui en découlent sont susceptibles de créer des difficultés pour la Mission à l'avenir.

VIII. Observations

69. L'Afghanistan et ses autorités de facto continuent d'être aux prises avec les conséquences complexes de quatre décennies de conflit et d'obstacles au développement. Ces derniers mois ont vu un ralentissement des indicateurs macroéconomiques, ce qui laisse présager des scénarios de croissance faible ou nulle à l'avenir. Le pays connaît en outre un accroissement démographique, des ressources nationales limitées, une baisse des niveaux d'aide et des risques imminents liés au climat, notamment les pénuries d'eau, les sécheresses persistantes et les inondations. La faim et la malnutrition généralisées touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui sont la cible des restrictions imposées par les autorités de facto. Bon nombre de ces problèmes précèdent l'arrivée au pouvoir des autorités de facto et découlent de décennies de mauvaise gestion et de corruption, ainsi que de conflits qui ont étouffé le développement. Il faudra, pour surmonter ces problèmes, une gouvernance inclusive, efficace et responsable, ainsi qu'une redéfinition des relations du pays avec la communauté internationale, afin que l'Afghanistan puisse bénéficier d'une réponse humanitaire et de solutions durables à long terme.

70. Les autorités de facto ont déployé des efforts qui, selon elles, ont permis de réduire le fossé avec la population, grâce à la mise en place de chouras d'oulémas dans les provinces, à l'annonce de la création de conseils de la jeunesse au niveau infranational et à l'intensification de leur communication aux niveaux national et infranational. Toutefois, l'exclusion des femmes et des minorités ethniques et religieuses de ces chouras d'oulémas souligne le manque général et persistant d'inclusion dans la gouvernance. Les autorités de facto ont fait preuve de réactivité dans leur gestion des séismes de forte magnitude qui ont secoué l'ouest de l'Afghanistan et des retours massifs du Pakistan, ainsi que dans les efforts déployés en matière d'approvisionnement en eau et d'infrastructures routières dans un contexte de pénurie généralisée. Toutefois, les mesures prises jusqu'à présent n'ont pas répondu aux attentes de la population afghane, attentes qui avaient été communiquées à l'ONU dans le cadre de ses activités de communication, notamment en ce qui concerne l'égalité d'accès des femmes et des filles à tous les niveaux de l'éducation, aux services de base et à la justice, ainsi que l'emploi des femmes et leur participation à la vie publique.

71. Les autorités de facto ont répondu de façon coordonnée et pragmatique au retour massif d'Afghans du Pakistan. Le retour d'un si grand nombre de personnes dans des conditions difficiles et dans un laps de temps si court met néanmoins à rude épreuve l'économie et le tissu social du pays. J'appelle le Pakistan à reconsidérer sa position actuelle et à travailler avec les autorités de facto pour trouver une solution qui tienne compte des normes et obligations internationales, et surtout du bien-être des personnes concernées. Les autorités de facto ont informé l'ONU qu'elles accueillaient favorablement le retour de leurs citoyens, mais qu'elles demandaient que les retours se fassent dans le respect de la dignité humaine.

72. Malgré le déclin des ressources financières et les priorités concurrentes, la communauté internationale a conscience qu'il faut faire davantage pour soutenir le peuple afghan. Les ressources requises pour financer l'assistance sont encore plus importantes après les tremblements de terre et le retour des Afghans depuis le Pakistan. L'ONU continue d'apporter une aide humanitaire vitale aux communautés les plus vulnérables du pays, dans le respect des principes établis. J'implore les donateurs de renouveler d'urgence leur soutien et d'amplifier leur engagement en faveur des interventions d'importance vitale, en particulier avant l'arrivée de l'hiver. Je réitère également avec insistance mon appel aux autorités de facto pour qu'elles cassent les mesures restrictives imposées aux travailleuses humanitaires afghanes des organisations non gouvernementales nationales et internationales, ainsi qu'au personnel féminin afghan des Nations Unies, afin de faciliter la plus grande portée et l'efficacité des opérations humanitaires et de répondre aux préoccupations de la communauté internationale.

73. En continuant à restreindre les droits humains et les libertés fondamentales des femmes et des filles afghanes, les autorités de facto violent les obligations que leur fait le droit international des droits humains. Bien que les filles et les jeunes femmes soient apparemment en mesure de fréquenter des madrassas exclusivement féminines, la MANUA n'a pas été en mesure de vérifier le nombre de filles étudiant dans ces institutions ni la qualité de l'enseignement dispensé, notamment en ce qui concerne l'inclusion de matières modernes et l'accès aux opportunités qui sont offertes aux garçons. À cet égard, je salue la conférence internationale sur les femmes dans l'Islam organisée par l'Organisation de la coopération islamique et accueillie par l'Arabie saoudite. J'attends avec intérêt l'adoption du document de Djedda, dans lequel est affirmée l'égalité des droits et des devoirs des femmes et des hommes musulmans, à l'occasion du prochain sommet islamique qui se tiendra en Gambie à la fin de l'année 2023.

74. Il reste très préoccupant de voir que les autorités de facto arrêtent et détiennent arbitrairement des professionnels des médias et des militants de la société civile, et censurent et suspendent des médias dans l'objectif d'étouffer toute forme de dissidence, ce qui est incompatible avec les obligations internationales de l'Afghanistan en matière de droits humains. Je me félicite de la récente libération de certains de ces militants et j'exhorte les autorités de facto à cesser immédiatement toutes les arrestations et détentions arbitraires de professionnels des médias et de militants de la société civile en raison de l'exercice de leurs droits à la liberté d'expression et d'opinion. Je reste également profondément préoccupé par la poursuite des châtiments corporels, incompatible avec les obligations du pays au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les autorités de facto doivent également respecter l'engagement qu'elles ont pris publiquement en faveur de l'amnistie générale en menant des enquêtes transparentes et rapides sur les allégations de violations des droits humains commises contre d'anciens fonctionnaires et d'anciens membres des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, et en veillant à ce que les auteurs de ces violations soient amenés à en répondre.

75. J'invite instamment les autorités de facto à tenir compte des recommandations figurant dans le rapport de la MANUA sur le traitement des détenus et à les mettre en œuvre, notamment en prenant des mesures pour éradiquer la torture et les mauvais traitements dans les lieux de détention, pour permettre à la Mission d'accéder sans restriction à tous les lieux de détention et pour améliorer le respect des garanties procédurales fondamentales pour les personnes en détention. J'appelle en outre la communauté internationale à appuyer l'action que l'ONU continue de mener auprès des autorités de facto par des conseils appropriés et des activités de sensibilisation ciblées visant à faire mieux connaître les normes internationales et à assurer leur bon

respect dans les actions de maintien de l'ordre. Étant donné que les autorités pénitentiaires de facto ne disposent pas de ressources suffisantes pour respecter les normes minimales conformes aux normes internationales en matière de traitement des détenus, la communauté internationale est encouragée à envisager d'accroître l'appui qu'elle apporte pour répondre aux besoins fondamentaux de la population incarcérée, notamment les besoins alimentaires, médicaux, éducatifs et vestimentaires, et de déployer des membres du personnel de santé et d'éducation dans les lieux de détention.

76. Des questions telles que les changements climatiques et la lutte contre les stupéfiants constituent non seulement des menaces imminentes pour la population afghane, mais ont également des conséquences régionales et mondiales importantes. Je salue l'action menée par les autorités de facto dans la lutte contre les changements climatiques et leurs efforts en matière de lutte contre les stupéfiants, qui ont permis de considérablement réduire la culture de l'opium. Cela étant, il est urgent de trouver de nouveaux moyens de subsistance pour les agriculteurs. Il serait opportun que la communauté internationale explore des approches fondées sur des principes pour pouvoir agir dans ces domaines d'intérêt commun afin de renforcer la confiance et de soutenir le peuple afghan.

77. Le manque de perspectives économiques continue de perpétuer la pauvreté et la privation des droits économiques. Le secteur privé, qui est aujourd'hui le principal moteur de la croissance et de l'emploi, continue de se heurter à des difficultés liées aux paiements internationaux et à l'accès au marché, outre l'atonie de la demande intérieure. L'ONU se tient prête à jouer un rôle constructif dans la promotion du développement du secteur privé, notamment par des initiatives telles que la revitalisation du secteur de la microfinance, qui peut également contribuer à l'émancipation des femmes afghanes, à l'absorption d'une population active toujours plus importante et à la lutte contre la pauvreté.

78. J'ai l'intention d'organiser en temps voulu une réunion de suivi des envoyés spéciaux pour l'Afghanistan afin de cimenter le consensus international sur la voie à suivre. Je remercie le Coordonnateur spécial, Feridun Sinirlioğlu, pour son évaluation indépendante et ses recommandations rédigées en application de la résolution [2679 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité, qui pourraient servir de point de départ pour discuter d'un tel consensus. Je tiens aussi à exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble du personnel des Nations Unies en Afghanistan, qui œuvre sous la direction de ma Représentante spéciale, Roza Otunbayeva, et de son équipe, et aux organisations non gouvernementales partenaires, pour le dévouement et le professionnalisme envers la population afghane dont elles continuent de faire preuve dans ce qui demeure un environnement extrêmement difficile.